



**Manifeste
de PES Local | Élus Locaux Socialistes d'Europe
pour les élections au Parlement européen de 2019**

**L Europe c'est pour nous tous
Pour une Europe libre, juste et solidaire avec des communes fortes**

Vienne, 25 avril 2019

Les élus locaux socialistes se consacrent à une Europe sociale, imprégnée de principes de liberté et de démocratie, ainsi que d'une justice sociale et de solidarité. Les citoyens européens doivent être au centre du projet politique européen. La mise en place de conditions de vie décentes et égalitaires dans toute l'Europe est l'objectif prioritaire de notre politique. Aucune femme, aucun homme et aucun enfant ne doivent être laissés pour compte. C'est le combat des socialistes dans tous les pays de l'Union européenne.

Nous vivons des temps agités. La Grande-Bretagne, troisième pays de l'UE en superficie, est sur le point de quitter l'Union Européenne, des conflits commerciaux menacent le globe et en Ukraine, à une distance de trois heures de vol seulement, des conflits armés sont en cours. De nombreux citoyens ont perdu toute confiance en la politique et l'UE, et se laissent induire en tentation par des forces populistes et nationalistes, proposant des solutions simplistes à des défis complexes.

Cependant, il n'y aura pas de place pour une politique égoïste, populiste et rétrograde en Europe ! C'est justement maintenant que nous devons montrer l'autre visage et lutter pour une Europe unie. Nous allons confronter aussi bien le populisme, le nationalisme et les discours de haine vulgaires que le racisme, la discrimination de minorités et l'exclusion sociale.

L'Europe n'est pas le problème. L'Europe reste la solution face aux multiples défis à relever, car un grand nombre de solutions à ces problèmes ne peuvent être trouvées exclusivement aux niveaux local et national. Que ce soit la protection du climat ou la politique économique, d'asile, de sécurité ou encore de paix.

L'Europe reste avant tout un grand projet pacifique. Depuis des décennies, elle est garante de paix, de liberté, de stabilité et de prospérité. Cette réalité est si évidente pour un grand nombre de citoyens qu'il est temps de nous rappeler vivement la situation de notre continent avant 1945, et les souffrances infligées à l'humanité par la guerre, la dictature et la folie raciste.

Les élections européennes de 2019 sont également d'une importance primordiale pour les collectivités locales. L'Union européenne dispose de compétences dans de nombreux domaines qui affectent de multiples façons le concept politique et les actes au niveau local.

Il nous faut donc un changement profond de la politique en Europe. Elle doit être plus juste socialement, plus proche de ses citoyens et plus démocratique. Les élections européennes de 2019 vont dans ce sens. Nous, les élus locaux socialistes, adhérons au programme du Parti Socialiste Européen pour les futures élections européennes de 2019. Les fruits de la croissance doivent être équitablement répartis, en promouvant prospérité et sécurité sociale. Avec notre Spitzenkandidat Frans Timmermans, nous voulons mettre à la tête de la Commission Européenne un socialiste qui élabore une politique européenne permettant à l'Union de réaliser l'Europe sociale à l'avenir.

Au niveau local, le socialisme n'a rien perdu de sa vigueur. Dans de nombreuses villes et communes, ce sont des maires et élus socialistes qui mettent en oeuvre au quotidien une politique orientée vers les besoins de nos citoyens. Les citoyens savent que les socialistes n'ont cessé d'oeuvrer pour la cohésion sociale et sociétale. Nous avons les plus solides compétences en matière de résolution de problèmes en vue de lutter contre la pauvreté et le chômage, créer des logements abordables et assurer la participation et l'intégration sociales. Sur les grandes questions d'avenir telles que les changements climatiques, la transition énergétique et le numérique, nous défendons des solutions adaptées à la ville et à la population.

Face aux grands défis à relever en Europe et à la montée des forces anti-européennes, populistes et d'extrême-droite, les élus locaux socialistes d'Europe réaffirment:

- Le renforcement de la cohésion sociale dans la société est et demeure un objectif central de la politique socialiste.
- Nous, socialistes, plaidons en faveur de la solidarité entre les régions riches et pauvres afin d'égaliser les conditions de vie en Europe.
- La solidarité dépasse la simple équité fiscale. Toutes les grandes entreprises doivent apporter leur juste contribution et honorer leurs obligations fiscales. Les bénéficiaires doivent être soumis à l'impôt là où ils ont été générés.
- Notre Europe représente les valeurs de démocratie, de solidarité, d'ouverture au monde, de tolérance et de dialogue. Nous défendons une Europe libre de discrimination, de préjugés et de sexisme.
- Les communes et les régions d'Europe doivent assumer un rôle prépondérant dans le renforcement de la cohésion sociale et territoriale.
- Une croissance durable et équitable dans une Europe sociale n'est possible que si les municipalités, les villes et les régions demeurent fortes.
- La libre administration des municipalités en Europe doit, comme le prévoient le Traité de Lisbonne et la Charte européenne de l'autonomie locale du Conseil de l'Europe, être respecté et renforcé. La diversité dans les villes et les communes est un immense atout pour l'Europe.
- Nous défendons une Europe de subsidiarité et proximité avec ses citoyens : ce qui peut être fait localement doit être décidé et mis en œuvre localement.
- Une Europe sociale a besoin de municipalités fortes et opérationnelles. Les villes, municipalités et régions d'Europe ont besoin, dès lors, de financements stables, durables et adaptés à leurs missions.
- La participation des communes aux processus décisionnels au sein de l'UE doit être renforcée. Grâce à son expertise et ses connaissances profondes des conditions et problèmes locaux, le niveau local peut réaliser une contribution importante à la conception d'une politique proche des citoyens. La mise en place de l'Agenda Urbain est un pas important dans cette direction. Déjà le Comité des régions sert de porte-parole puissant aux communes dans le contexte du processus législatif européen.
- En vue d'un renouveau nécessaire du socialisme en Europe, il est ainsi nécessaire de tenir mieux compte du niveau local dans la formulation de notre politique générale. Il convient d'impliquer encore plus nos élus locaux dans les instances décisionnelles et dans le travail de programmation, et nous devrions renforcer les instances locales de nos partis.

Nos priorités pour une Europe forte et sociale

En termes d'Europe sociale et progressiste, nous nous engageons en particulier sur les priorités suivantes :

1. Garantir des services publics d'intérêt général de haute qualité

L'être humain, et non le marché, reste au centre de notre politique ! Nous, socialistes, continuerons à nous investir pour que les services d'intérêt général restent partie intégrante du modèle social. L'éventail de ces prestations de services va de l'approvisionnement en eau et en énergie, du traitement des déchets, des transports urbains, jusqu'au secteur de la santé, des services sociaux et de l'infrastructure numérique. Notre objectif, par le biais de la modernisation et de l'accroissement de l'efficacité des services d'intérêt général, est d'améliorer les conditions de vie pour tous les citoyens et de contribuer à lutter contre l'exclusion sociale. En particulier dans les territoires structurellement faibles, les services élémentaires à la population, c'est-à-dire les infrastructures et une offre de base de biens et de services, doivent être garantis.

2. Logement abordable pour tous

Le développement urbain et la politique en matière de logement visent à amener une cohésion et une mixité sociale. Un logement abordable est primordial pour une stabilité sociale et économique de nos villes et municipalités. La capacité de logements doit être renforcée dans les régions où il y a pénuries.

Nous nous engageons à abolir les obstacles du droit européen de la concurrence complexifiant la promotion du logement social, à convaincre l'UE de mettre à disposition davantage d'aides et d'instruments financiers en faveur du logement, et d'introduire des mesures efficaces visant à maîtriser le phénomène des locations privées à court terme à des fins touristiques dans nos villes.

3. Pour une Europe sociale avec des villes et communes fortes

Dans de nombreux endroits en Europe, le fossé entre les pauvres et les riches s'est encore élargi ces dix dernières années. Le taux de chômage élevé parmi les jeunes et le nombre de personnes, qui vivent en situation de pauvreté, sont totalement inacceptables pour une des régions les plus riches de la planète. Nous œuvrons pour l'équité salariale et un emploi de bonne qualité en Europe entière. Une véritable Europe sociale où tous les citoyens disposent d'un revenu leur permettant

de vivre dignement. Cette Europe sociale ne peut se passer d'un revenu minimum garanti, protégeant ses citoyens contre la pauvreté. Outre la politique nationale et européenne, des mesures efficaces au niveau local doivent contribuer à combattre le chômage. C'est pourquoi nous lançons un appel aux États membres afin de mettre à disposition des villes et communes le cadre juridique et les ressources financières requis.

4. Pour un soutien solidaire et durable des quartiers urbains structurellement faibles et espaces ruraux par l'UE

Les régions et villes plus pauvres et défavorisées dépendent de la solidarité de la famille européenne. Ainsi, l'UE soutient le développement des infrastructures, les mutations structurelles dans d'anciennes zones industrielles, la création de nouveaux emplois, la qualification de sans-emplois, l'assainissement de quartiers urbains ou la réalisation de projets en espace rural par le biais des fonds de la politique de cohésion. Nous continuerons à œuvrer sans cesse pour un soutien durable de villes et quartiers structurellement faibles ! Nous réaffirmons notre engagement envers une politique de cohésion garantissant l'éligibilité de toutes les régions de l'UE à l'avenir également. Une politique de cohésion dotée de ressources financières appropriées, moins bureaucratique et plus flexible, et intégrant davantage les partenaires locaux et régionaux.

5. Pour une politique d'immigration, de migration et d'asile communes sur base équitable

Eu égard au changement démographique, la demande de main d'oeuvre augmentera au cours des prochaines années. L'intégration réussie des migrants offre l'opportunité à notre société de s'enrichir et d'assurer notre développement économique à long terme. L'accueil de réfugiés vulnérables n'est rien d'autre qu'un devoir humanitaire et de solidarité. Au niveau de l'hébergement, la nourriture et les soins apportés aux réfugiées, ainsi que l'intégration des migrants et réfugiés dans leur environnement local, les communes ont un rôle essentiel à jouer. Nous nous engageons pour le soutien des politiques d'intégration et l'engagement humanitaire des villes et communes par l'UE.

6. Promouvoir l'égalité des chances

L'égalité entre hommes et femmes doit être davantage prise en compte lors de l'élaboration des politiques communales relatives aux aspects concrets de la vie quotidienne, tels que le monde du travail, le logement, la sécurité ou les transports urbains. Par ailleurs, il est impératif de promouvoir davantage l'égalité entre hommes et femmes dans l'administration et dans les entreprises communales. Nous nous engageons également à faire en sorte que davantage de femmes participent à l'élaboration de la politique dans les parlements locaux et régionaux en Europe.

7. Accélérer la protection du climat et la transition énergétique

Les communes sont des acteurs essentiels pour la protection climatique et la transition énergétique. Nous accélérerons l'assainissement énergétique des bâtiments, la production et l'utilisation d'énergies renouvelables, ainsi que la mise en œuvre de concepts d'urbanisation et de transports durables dans nos villes et communes. Une plus grande coopération et coordination entre l'UE et le niveau national, régional et local dans l'élaboration de politiques et de mesures pour la protection du climat est essentielle. La Convention des maires pour le climat et l'énergie, qui compte déjà plus de 7.500 communes de l'UE parmi ses membres, est une initiative excellente pour lutter contre le changement climatique.

8. Dialogue et coopération par le biais de partenariats communaux

Les jumelages et partenariats entre villes réunissent les citoyens de pays différents grâce à des rencontres transfrontalières et échanges, et contribuent par ce biais à promouvoir l'intégration et le dialogue européens. Nous, les élus locaux socialistes, œuvrons pour un soutien renforcé des jumelages et partenariats communaux.

9. Renforcer la coopération décentralisée pour le développement des pays pauvres

Les élus locaux socialistes réitèrent leur engagement envers la solidarité dans le monde et la durabilité conformément aux objectifs de développement durable (SDGs) des Nations Unies. Les conditions de vie des personnes dans les pays en développement et les ressources écologiques, économiques et sociales doivent être préservées et améliorées pour tous les êtres humains et pour toutes les générations. Les partenariats entre autorités locales peuvent apporter une importante contribution en ce sens.

10. Montrer le visage de l'Europe unie

Les élus locaux socialistes réaffirment résolument leur adhésion à l'Union Européenne et son intégration. Nous comptons activement contribuer au maintien et à la consolidation de notre Europe commune, et à une démocratie locale vivante. Nous continuerons à tout mettre en œuvre pour promouvoir l'idée européenne, une citoyenneté active de l'Union et le dialogue, et pour informer nos concitoyens sur l'Union Européenne et son importance cruciale pour la paix, la liberté, la stabilité et la prospérité.